

De la lutte contre le terrorisme à la « guerre des ambassades »

Au pied du mur

A quoi joue-t-on et pour quoi faire ? Sans prendre au pied de la lettre les déclarations du chargé d'affaires iranien en France, force est de constater que les « luttes de tendances » sur lesquelles il s'est abondamment appuyé pour expliquer le fiasco actuel des relations franco-iraniennes sont bien une réalité à Paris. Devant un partenaire dont l'habileté politique n'est plus à démontrer, la France a donné le spectacle de responsables tirant à huis et à dia.

Le Quai d'Orsay cherche depuis des mois à renouer des liens avec un pays dont l'importance, au demeurant, est incertaine. Peut-être a-t-il manifesté, dans le désir d'aboutir, trop de bonne volonté. Le ministre de l'Intérieur, quant à lui, est déterminé à mener à terme l'enquête sur le démantèlement d'un réseau terroriste dont l'inspiration pro-iranienne fait de moins en moins de doute. Il juge indispensable d'entendre, dans ce dossier, le numéro deux de l'ambassade d'Iran, M. Wahid Gordji, même si devait échouer, de ce fait, le processus de normalisation pour lequel le Quai d'Orsay s'est donné tant de mal. Et Matignon n'a pas clairement tranché entre les deux lignes.

M. Mitterrand et M. Chirac sont d'accord sur une attitude de fermeté vis-à-vis de l'Iran

Les relations franco-iraniennes sont au bord de la rupture après la provocation organisée jeudi soir à Paris par l'ambassade d'Iran : au cours d'une conférence de presse, M. Hadadi, le chargé d'affaires iranien, avait à ses côtés M. Gordji, le numéro deux de l'ambassade qui refuse d'obtempérer à une convocation du juge Bouloque dans le cadre des enquêtes en cours sur les réseaux terroristes d'inspiration

iranienne. M. Gordji n'a pas le statut de diplomate, mais celui d'interprète.

M. Hadadi, dont les propos étaient traduits par M. Gordji, a affirmé que l'homme recherché par le juge Bouloque s'était réfugié à l'ambassade à la suggestion du Quai d'Orsay. Il a mis notamment en cause M. Destremau, un diplomate français. Le Quai d'Orsay et M. Destremau ont aussitôt démenti. Plus tard dans la soirée, M. Mitterrand a réuni, à l'Élysée, MM. Chirac, Raimond, Pasqua et Pandraud pour faire le point de la situation. Le ton général était à la fermeté et à l'inquiétude.

Le porte-parole du ministre des affaires étrangères a affirmé vendredi que M. Gordji était « tenu de déférer à la commission rogatoire du juge et ne pouvait être dispensé ».

Fermeté et silence. Tels étaient les deux maîtres mots ce vendredi matin 3 juillet, aussi bien à l'Élysée qu'à Matignon. L'affaire de la « guerre des ambassades », estimait-on des deux côtés de la Seine, a atteint un point tellement crucial qu'il est urgent de ne pas encourager l'adversaire encore un peu plus en élargissant des querelles cohobationnistes, pourtant de saison.

N'est-ce pas d'ailleurs ce que cherchent les dirigeants de Téhéran, toujours extrêmement adroits dans l'art d'utiliser à leur profit la situation politique intérieure des pays qu'ils veulent humilier ? L'ancien président Carter en sait

quelque chose, lui qui dut attendre son départ de la Maison Blanche pour voir enfin libérés les diplomates américains qui avaient été pris en otage avec la bénédiction de l'imam Khomeiny.

M. Mitterrand, lui aussi, doit avoir quelques mauvais souvenirs lorsqu'il se remémore la vaine « course au trésor » dans laquelle les dirigeants iraniens l'avaient entraîné à la veille des élections législatives, en 1986.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite et les articles de FRANÇOIS CHAPALUX, ALAIN FRACHON et GEORGES MARION, pages 2 et 3.)



En toile de fond de toute la politique française à l'égard de Téhéran, depuis deux ans, il y a, bien sûr, la question des otages du Liban. Les Iraniens, qui ont compris depuis le début les avantages qu'ils pouvaient en tirer, en ont joué avec succès auprès d'un gouvernement qui, dans son souci de récupérer ses ressortissants, a témoigné, plus d'une fois, de quelque naïveté.

Car, il faut bien le dire, le « pied de nez » adressé, jeudi, aux autorités françaises par l'ambassade d'Iran constitue le deuxième épisode d'un feuilleton qui, pour douloureux et dramatique qu'il soit pour les familles, aboutit à tourner en ridicule la politique de Paris.

L'heure du choix est venue pour ceux qui, à l'Élysée et à Matignon, ont la responsabilité des intérêts supérieurs du pays. S'ils détiennent, comme tout permet de le penser, les preuves de l'implication de l'Iran dans les sanglants attentats de septembre dernier, il leur faut d'abord décider s'il y a encore un sens à persister dans la politique de « normalisation » des relations qu'ils ont poursuivie avec persévérance depuis mars 1986.

S'ils concluent qu'au point où en sont arrivées les choses seule une attitude de fermeté est concevable, ils doivent en mesurer toutes les implications, qu'il s'agisse de l'ambassade de France à Téhéran ou du sort des otages, et expliquer clairement aux Français l'ampleur de l'enjeu.

Rien ne serait pis que de laisser un adversaire dont on mesure un peu plus chaque jour à quel point il est redoutable profiter des hésitations et des contradictions du pouvoir pour poursuivre son chantage. Rien donc n'est plus nécessaire que d'arrêter une attitude dont on soit sûr que l'on pourra s'y tenir, parce qu'on aura pris la précaution d'en dire sans ambages à la nation les raisons et les risques.

La fin du procès de Klaus Barbie

Le verdict de la mémoire

La cour d'assises du Rhône devait rendre son arrêt dans la soirée du vendredi 3 juillet, au terme du procès de Klaus Barbie commencé à Lyon le 11 mai. Dans la matinée, le président André Cordini a ordonné que Klaus Barbie « soit amené par la force des la fin des plaidoirs de ses défenseurs et jusqu'à la clôture des débats ». Klaus Barbie est arrivé peu avant 11 heures au petit dépôt du palais de justice, tandis que son avocat, M. Jacques Vergès, achevait sa plaidoirie.

par Jean-Marc Théolloyer

Au moment où il va s'achever, le procès Barbie, annoncé comme platement celui de tous antérieurement le but qui, par le plus grand nombre, lui était assigné. L'intérêt qu'y portaient les Français et qu'avaient montré divers sondages, dont celui qui avait été réalisé pour le Monde avant son ouverture le 11 mai, non seulement ne s'est pas démenti, mais s'est accru.

A Lyon même, la foule qui s'y pressait dès les premiers jours et s'y maintient, même en ses périodes les plus morues, en a donné une illustration éclatante. Pour la première fois depuis les années 50, à travers le cas d'un

ancien officier SS, la France contemporaine se voyait proposer l'examen de ces quatre années de l'occupation allemande dont un procureur général avait jadis décrété qu'elles étaient rayées de notre histoire.

C'est vrai qu'elles ne furent pas glorieuses, même si l'honneur fut alors sauvé par quelques-uns. Cela pouvait assurément se savoir car, depuis trente ans, les livres ne manquaient pas dans lesquels se trouvait exposé ce qui fut, alors, ombre et lumière. Mais qui avait lu ces livres, et même, les ayant lus, pouvait y trouver ce qui depuis bientôt deux mois a retenti dans l'enceinte de la cour d'assises du Rhône ? Qui, surtout, avant un tel débat, avait à sa disposition le contrepoint nécessaire pour, au moins, être en mesure d'apprécier à sa juste valeur le chant des sirènes révisionnistes ?

Car le révisionnisme n'est pas seulement ce qui consiste à contester un génocide. C'est aussi une manière de justifier au nom de la sérénité et des droits de l'histoire des adhésions à une doctrine sous prétexte que, les doctrines devant être les vainqueurs inévitables, mieux valait être avec eux que contre eux.

Le procès de Lyon a montré les effets de la doctrine. En se retirant, dès le troisième jour, au

motif que l'on sait, Klaus Barbie a finalement aidé et facilité cette entreprise. Celles et ceux qui, par lui, furent incontestablement arrêtés et torturés se trouvaient privés de la tentation de l'investiver et, du même coup, d'atténuer les effets de leur déposition. Il ne leur restait, en effet, qu'à raconter, et ils ont raconté.

De l'avis de tous ceux qui ont suivi l'audience, ce furent alors les moments les plus poignants, les plus éprouvants aussi pour ceux qui écoutaient, mais plus encore pour eux-mêmes. Il leur a fallu faire resurgir les images, les cris, les douleurs, les chagrins du temps de cette nuit où ils avaient quitté le monde des vivants. Et parce que d'autres qui n'étaient pas témoins mais eurent à vivre, dans le même camp, la même réalité peuvent attester qu'ils disaient vrai, la preuve est bien là qu'ils méritent cette qualité de témoin qu'on égorge, c'est-à-dire celui que, selon Pascal, on peut croire.

Que le sort qui fut le leur ait eu pour origine une délation, une trahison, que leur arrestation ait été le fait, en plus d'une occasion, de Français militaires ou membres du PPF, ils ont été les premiers à le dire, parce qu'ils étaient les mieux placés pour le dire.

(Lire la suite page 13.)

Les locataires et la flambée des loyers à Paris

Les déprimés du logement

Permis par la loi Méhaignerie, certaines hausses de loyer font redouter une flambée des loyers sur la place de Paris. Pour beaucoup d'observateurs, la rentrée sera chaude.

Suspect, sans doute pour la première fois de sa vie. « Désécurisé », comme il dit, en rogne, en grogne comme tant d'autres, contre Paris, la Ville Lumière qui devait, il en était sûr, lui accorder, de droit, une place de choix.

Ce médecin était sans doute mal préparé à se rebeller, à éprouver un jour un sentiment d'infériorité, de fragilité, dans la capitale, que partagent, en vrac, les paumés, les fauchés, les salariés, les jeunes, les étrangers, etc. Mal préparé à douter, à l'approche d'une quarantaine épargnée, parce qu'entre sa femme, deux enfants, un cabinet remboursé en mensualités ponctuelles, des projets et des rêves aux Bahamas, sa « vie intra-muros » lui paraissait être un abri définitif.

Et pourtant. Ce praticien, qui préfère garder l'anonymat, a désormais quelque chose en commun avec des milliers d'insatisfaits parisiens : il entonne l'air du locataire en colère. Un mauvais

L'électorat de M. Le Pen
Enquête sur un canton de Marseille.
PAGE 11

Universités parisiennes
Tous les candidats trouveront une place, mais pas nécessairement celle qu'ils souhaitent.
PAGE 14

Hachette prend le contrôle du « Provençal »
Le journal de Gaston Defferre conservera sa ligne politique.
PAGE 32

Exposition Delacroix
Une superbe rétrospective à Zurich.
PAGE 21

Le sommaire complet se trouve page 32

سكنا لالون

de décamorer la...
ernement annonce
décret électoral con...

Le sénateur Ken
dénonce la vie
nucléaire
de la justice du jug...

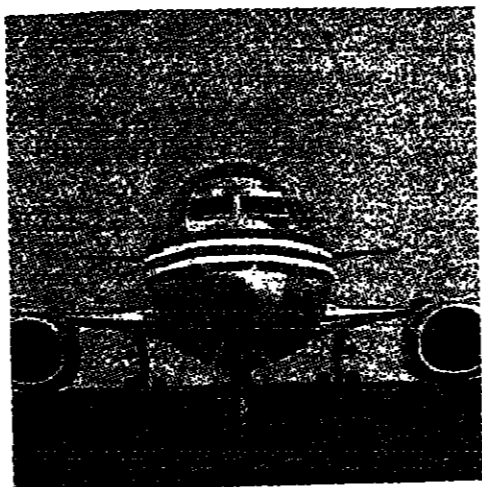
ÉTATS-UNIS

Le sénateur Ken
dénonce la vie
nucléaire
de la justice du jug...

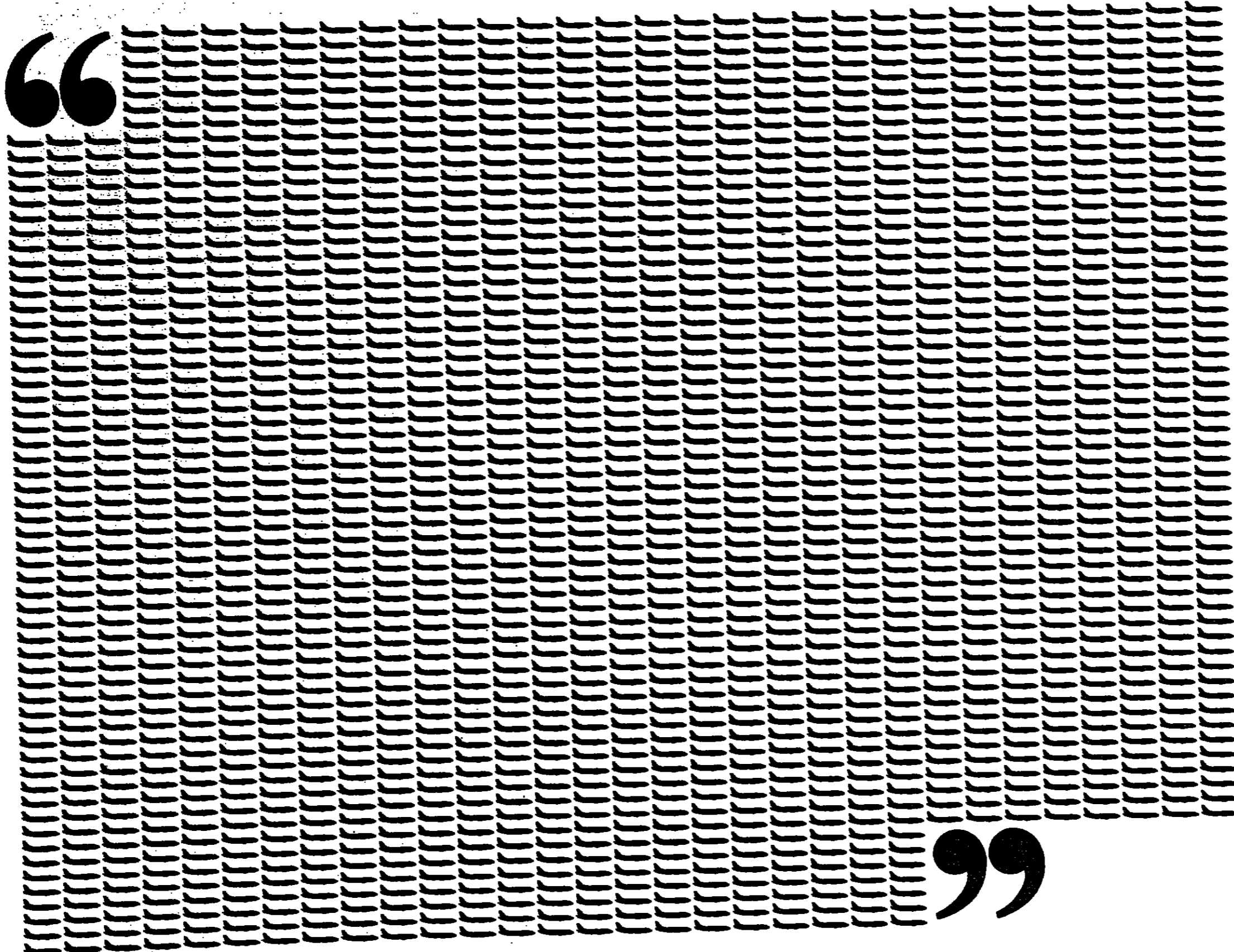
rain de la...

Le 737-500 rejoint le 737-300 et le 737-400 pour
créer une nouvelle famille de courriers à réaction
de technologie avancée. Une famille dont la capacité
s'étend désormais de 108 à 170 sièges.
Une famille qui comprend l'avion de 150 places
offrant aujourd'hui les coûts d'exploitation les
plus bas.

IMMOBILIER
+ Locations
page d'annonces



Aucun autre courrier à réaction ne peut annoncer:



Alors que le nouveau 737-500 vient d'être lancé,
le 737 devient le courrier à réaction le plus vendu
dans l'histoire de l'aviation.

Le 737-500 rejoint le 737-300 et le 737-400 pour
créer une nouvelle famille de courriers à réaction
de technologie avancée. Une famille dont la capacité
s'étend désormais de 108 à 170 sièges.
Une famille qui comprend l'avion de 150 places
offrant aujourd'hui les coûts d'exploitation les
plus bas.

Les trois membres de cette famille sont tous équipés
du même moteur franco-américain CFM56.
D'une nouvelle instrumentation de bord.
Ils bénéficient d'une nouvelle aérodynamique.
Et de nouveaux matériaux composites légers.

1845 Boeing 737 ont été commandés à ce jour par
des compagnies aériennes dans le monde entier.
Et depuis le lancement de l'avion de 150 places
concurrent le plus récent, le 737 s'est vendu plus de
deux fois plus que ce dernier.

Le Boeing 737. Un grand succès. Une technologie
avancée. L'efficacité. La rentabilité. Le courrier à
réaction adapté aux besoins d'aujourd'hui.

BOEING

Handwritten text in a box: *صكزا مالالعين*

Europe

TURQUIE : la nomination d'un nouveau chef d'état-major

M. Turgut Ozal réaffirme la prééminence du pouvoir civil

ISTANBUL de notre correspondant

« Un coup d'Etat civil » : c'est ainsi que les commentateurs ont accueilli la décision du premier ministre, M. Turgut Ozal, de rompre avec la tradition en nommant à la tête de l'état-major un général autre que le successeur désigné par le sortant démissionnaire, le général Necdet Urug. En « faisant usage de son droit constitutionnel d'appréciation » pour désigner à ce poste le général Necip Torumtay et non le candidat attendu, le général Necdet Ozoran, le pouvoir civil a montré, pour la première fois avec succès dans l'histoire de la République, qu'il n'entendait pas limiter son rôle dans ce domaine à l'enregistrement des décisions des militaires. Le coup de force a d'autant plus surpris que le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, puis l'accession à la présidence de la République de son instigateur, le général Kenan Evren, semblaient avoir éteint pour longtemps la possibilité d'une telle affir-

mation de la souveraineté des civils, dans un domaine resté tabou malgré le retour d'un gouvernement civil en 1983. M. Ozal s'est souvenu du bachelier de l'année, objet de la fureur des militaires : « Vos ordres, mon commandant ! », du journaliste Mehmed Ali Birand, qui montrait la coupure de l'armée du reste de la société, son fonctionnement en circuit fermé, et rendait compte de ses interventions « salvatrices » déconçues contre les civils. Représentant les termes du livre, le premier ministre, selon le quotidien Cumhuriyet, a dénoncé en conseil des ministres « le plan élaboré par l'état-major fixant en dehors du gouvernement les promotions jusqu'à l'an 2000 ». Le massacre de trente et un villageois par des séparatistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) la semaine dernière lui a donné l'occasion, par l'ouverture d'une commission d'enquête et par la réponse tardive des militaires, de jeter le discrédit sur le candidat du chef d'état-major sortant. La presse

s'accorde toutefois à ne voir dans les événements du Sud-Est qu'un prétexte. Elle évoque, en revanche, une différence de point de vue entre les militaires et le premier ministre sur les dangers que le renouveau de l'islam peut représenter pour la laïcité dont l'armée se veut le garant. La réputation d'« atamurkiz » du nouveau chef d'état-major apaise cependant les craintes exprimées. Surtout, la proximité des élections présidentielles de 1989 a dû jouer un rôle déterminant dans la décision de M. Ozal. Il veut « effacer la présidence de la République de la tête des militaires » dont l'accession une fois de plus à cette fonction compromettrait le succès de la demande récemment déposée par la Turquie d'adhésion à la CEE. L'opinion dans son ensemble a accueilli favorablement la décision de M. Ozal. Sans être hostile à l'armée, elle aspire fortement à la fin des interventions des militaires dans la vie politique. MICHEL FARRÈRE.

RFA : M. Kiechle interdit de parole au congrès des agriculteurs

Les malheurs du ministre-paysan

BONN de notre correspondant

Le compromis attaché à Bruxelles par les ministres de l'agriculture de la Communauté européenne a fait éclater une crise ouverte entre le gouvernement et les agriculteurs ouest-allemands. En décidant, jeudi 2 juillet, d'interdire de parole le ministre fédéral de l'agriculture, M. Ignaz Kiechle, à son congrès, qui se déroule à Aix-la-Chapelle, la Fédération des agriculteurs ouest-allemands a provoqué, pour la première fois, une réaction très vive à son encontre du gouvernement ouest-allemand.

Le grand pendant de l'affaire pourrait bien être M. von Heereman lui-même, que le secrétaire général du Parti démocrate-chrétien, M. Heiner Geissler, a sommé de s'expliquer. Accusée elle-même de ne pas assez défendre la profession, la direction du Syndicat de l'agriculture toute de agriculteurs a plus près depuis des années pour défendre les intérêts de tous ses membres, des gros agriculteurs du Nord aux petits du Sud, des agriculteurs à plein temps et de ceux dont l'essentiel du revenu provient d'un travail extérieur - à savoir 60 % des exploitants.

La réaction des collègues de M. Kiechle à l'affaire fut subie par le ministre de l'agriculture, M. Kiechle, qui sera cette année encore à peine supérieure à zéro, après avoir été négative l'année dernière.

ITALIE : la rentrée parlementaire

M. Giovanni Spadolini devient président du Sénat

ROME de notre correspondant

Réunies le jeudi 2 juillet pour leur rentrée après les élections législatives des 14 et 15 juin, les deux chambres italiennes ont élu leurs présidents. M. Giovanni Spadolini (républicain), ancien premier ministre (1981-1982), devient président du Sénat, et à la Chambre des députés, M. Nilde Iotti, communiste, déjà désignée comme présidente en 1979 puis en 1983, est renouvelée dans ses fonctions. Ces résultats ont été acquis au premier tour en raison essentiellement d'un accord intervenu la veille entre démocrates-chrétiens et socialistes. M. Spadolini accède à un poste occupé de façon quasi ininterrompue depuis des lustres par le démocrate-chrétien Amintore Fanfani. Celui-ci est depuis un peu moins de deux mois à la tête d'un gouvernement, au demeurant minoritaire, qui, outre la tenue du sommet des sept grands pays industrialisés à Venise, a eu pour principale fonction d'organiser les élections et qui devrait démissionner d'ici à la fin de cette semaine. Le président du Sénat est le deuxième personnage de la République, et il est arrivé fréquemment par

le passé en Italie qu'il soit chargé de former des cabinets de transition, dans des situations politiques difficiles. Or c'est bien ainsi que se présente la dixième législature avec, comme caractéristique, une âpre lutte pour le pouvoir entre socialistes et démocrates-chrétiens. Les lois de l'arithmétique parlementaire condamnent ces deux adversaires à s'entendre s'ils veulent l'un et l'autre éviter de faire entrer le PCI dans un jeu majoritaire. La DC et le PSI pourront d'ailleurs, pour la première fois, constituer un gouvernement sans l'aide d'un autre partenaire car ils ont à eux deux la majorité absolue.

gnation d'un démocrate-chrétien à la tête du gouvernement. Mais ils entendent que cela n'apparaisse pas comme une réédition de l'alliance à cinq dite « pentapartito » (1), c'est-à-dire comme une victoire de M. De Mita. M. Craxi doit cependant tenir compte des chiffres (34,3 % des suffrages à la DC contre 14,5 au PSI le 15 juin), surtout après avoir lui-même dirigé la coalition durant trois ans et demi avec moins de 11,5 % des voix. Il ne s'en montre pas moins intraitable sur les apparences. L'hypothèse dès lors la plus plausible est que la constitution du gouvernement prenne plusieurs semaines. Rappels que la crise a été ouverte le 2 mars. La première désignation d'une personnalité communiste à la présidence de la Chambre des députés remonte à 1976, à l'époque du fameux « compromis historique » avec la démocratie chrétienne. Cette reconnaissance officielle donnée au PCI de sa condition de deuxième parti italien pour l'importance de son électorat est depuis lors devenue une sorte de tradition. JEAN-PIERRE CLERC.

Accroissement du déficit public en 1988

La réforme fiscale pèse sur le budget allemand

Le projet de budget ouest-allemand pour l'année 1988, présenté officiellement jeudi 2 juillet à Bonn par le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, s'élève à 275 milliards de marks. Pour la première fois depuis l'arrivée des chrétiens-démocrates au pouvoir, en 1982, il

prévoit un nouvel accroissement du déficit public, qui, après avoir été ramené à 1,9 % du PNB en 1987, sera de 2,4 % en 1988. Il passe de 26,28 milliards de deutschemarks en 1987 à 29,32 milliards de deutschemarks (1 DM vaut 3,33 F environ).

engagements pris en faveur de ses agriculteurs pour compenser les effets de la réforme de la politique agricole commune.

Pas d'accord global

En première analyse, la démocratie chrétienne a cédé beaucoup aux socialistes : tout d'abord en abandonnant la présidence d'honneur ; en second lieu, le secrétaire du parti, M. Ciriaco De Mita, n'a pas obtenu de son partenaire adversaire, M. Bettino Craxi, l'acceptation publique du principe d'un accord global portant également sur la présidence du conseil. Les socialistes, pourtant, ne sont pas hostiles par principe à la dési-

BONN de notre correspondant

La mise en œuvre de la réforme fiscale, qui doit aboutir d'ici à 1990 à faire économiser aux contribuables 50 milliards de deutschemarks, n'a pas fini de faire passer des heures difficiles aux dirigeants du gouvernement. Après une première étape début 1986, qui a porté sur 11 mil-

liards de deutschemarks, une nouvelle réduction de 14 milliards est prévue pour 1988. Le dernier volet de la réforme est attendu pour 1990. Il est également le plus important. Il portera sur un peu moins de 40 milliards, dont la moitié devra être financée par l'Etat fédéral, les Länder et les communes, l'autre moitié par une diminution draconienne des subventions (aides financières directes ou abattements d'impôts).

Les efforts du ministère des finances pour contenir l'augmentation des dépenses ont forcément leur limite. La croissance du budget, qui était prévue dans le plan de financement à moyen terme de l'année dernière pour être de 2,9 %, a été fixée à 2,4 %, contre 2,7 % en 1987. C'est déjà deux points de plus que l'inflation, qui sera cette année encore à peine supérieure à zéro, après avoir été négative l'année dernière.

EN BREF

● Espagne : Mutinerie dans une prison. — Une mutinerie qui avait commencé le jeudi 2 juillet en fin de matinée à la prison de Badajoz, dans le sud-ouest de l'Espagne, s'est échouée peu après minuit, après l'intervention de la garde civile, par la reddition des quatre prisonniers mutins, dont l'un s'est donné la mort. Les mutins avaient, vraisemblablement lors d'une tentative de fuite, pris en otage des membres du personnel et ouvert le feu sur des gardiens, bénéficiant de la sympathie active de l'ensemble des autres détenus. — (AFP.)

● PANAMA. — Nouvelle manifestation et mise en garde de Washington. — Plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté dans les rues de Panama le mercredi 1er juillet contre l'homme fort du régime panaméen, le général Manuel Antonio Noriega. Cette manifestation, la première de l'opposition depuis le 11 juin, fait suite à celle organisée mardi par les secteurs proches du pouvoir devant l'ambassade américaine. L'attaque de l'ambassade à coups de pierres a été dénoncée avec

« la plus grande fermeté » par Washington. M. Charles Radman, porte-parole du département d'Etat, a estimé que « le gouvernement de Panama a clairement violé intentionnellement ses obligations de protéger la mission américaine et son personnel ». Le porte-parole a également qualifié « d'insupportable » la participation de ministres à cette manifestation.

Le département d'Etat a en conséquence décidé de fermer la section consulaire de l'ambassade jusqu'à ce que les autorités garantissent « une protection appropriée ». — (AFP.)

● CHILI : Rodolfo Seguel démissionne du Commandement national des travailleurs. — Le dirigeant syndical Rodolfo Seguel a annoncé, jeudi 2 juillet, sa démission de la présidence du Commandement national des travailleurs (CNT), la principale centrale syndicale du pays, et son départ, pour raisons personnelles, vers l'Australie où il séjournera provisoirement. Agé de trente-trois ans et membre du Parti démocrate chrétien, Rodolfo Seguel avait été, en 1983, avec le CNT, à l'origine des manifestations populaires organisées contre le régime militaire du général Pinochet. Il a précisé qu'il quittait le Chili avec sa femme et ses enfants uniquement pour des raisons familiales. — (AFP.)

URSS : les suites de l'affaire du Cessna

Le général Tretiak a pris le commandement des forces antiaériennes

Le général d'armée Ivan Tretiak, qui dirigeait depuis un peu moins d'un an les services de l'inspection générale des forces armées, a pris en juin le commandement des forces de défense antiaérienne, à la place du maréchal Koldounov. Ce dernier avait été destitué publiquement par le Politburo, le 30 mai dernier, deux jours après que l'avion Cessna du joint venture allemand Mathias Rust se soit posé sur la place Rouge. Comme à l'ordinaire, cette nomination n'a pas été annoncée, mais elle ressort du compte rendu d'une réunion militaire publié jeudi 2 juillet par l'Étoile rouge, organe de l'armée, qui présente le général Tretiak dans ses nouvelles fonctions.

puisque'il avait été promu en juin 1984 au poste de commandant en chef de l'ensemble des forces de l'Extrême-Orient soviétique, ce que l'on appelle le « théâtre d'opérations militaires » (TVD) de l'Est. Il était devenu par là le supérieur hiérarchique du général Iazov, aujourd'hui ministre de la défense, qui avait pris sa suite en 1984 à la tête de la région militaire d'Extrême-Orient. Ajoutons que le commandant du TVD de l'Est au moment de l'affaire du Boeing, le général Govorov, avait été également promu un an plus tard au poste de vice-ministre de la défense et d'inspecteur général. Qui a donc payé la mort des deux cent soixante-neuf passagers ?

Né en 1923 dans une famille ukrainienne, entré dans l'armée en 1939, le général Tretiak a fait une guerre brillante sur les fronts de l'Ouest et de la Baltique, ce qui lui a valu le titre de « héros de l'Union soviétique » en 1945. Après avoir poursuivi ses études à l'académie militaire Frounze, puis à celle de l'état-major général, dont il est sorti en 1959, il a commandé pendant dix ans, de 1967 à 1976, la région militaire de Biélorussie, puis celle d'Extrême-Orient pendant huit ans.

Le général Tretiak conservera selon toute vraisemblance son titre de vice-ministre, qui lui avait été donné en août 1986 en même temps que la direction de l'inspection générale. Il est depuis 1976 membre du comité central du Parti. M. T.

PEUGEOT 309, 19 VERSIONS 3 ET 5 PORTES, LA GTI EN TÊTE. Darl'mat CONCESSIONNAIRE PEUGEOT TALBOT 146 Bd DE GRENELLE 75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

Le Monde sur minitel REVUE DE PRESSE les journaux du matin lus par « le Monde » 36.15 TAPEZ LEMONDE puis RPF

Le Monde RADIO TELEVISION COMMUNICATION





MAIRIES DE FRANCE

N° 3 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 87 sur quatre pages achetées au quotidien LE MONDE. SAMEDI 4 JUILLET 1987

HÔTELS DE VILLE

Hubert MOULY, Maire de Narbonne, vient de célébrer le Bi-centenaire de la « Robine », une des branches Sud de l'Aude.

Robert PINI, Maire d'Orange, est satisfait du premier bilan de son Ecole Nationale de Police Municipale.

Depuis janvier, 20 villes ont fait former à Orange leurs policiers municipaux.

Jacques PUIG, Maire de Blagnac, alignera deux voitures aux couleurs de sa ville au départ du 10^e Paris-Dakar.

Le jumelage de Blagnac avec plusieurs villages du Sénégal est également prévu.

Christian Lacroix



Le Couturier Christian LACROIX qui vient de s'installer Rue du Faubourg Saint-Honoré, présente dans quelques jours sa première collection. Événement très attendu dans le Monde de la Haute Couture Internationale.

A quelques jours du 14 juillet, il réserve son premier dessin à MARIANNE, il la voit : « très canon et ne se penchant surtout pas au sérieux ».

Bienvenue dans le Faubourg Monsieur LACROIX !

René-Georges LAURIN, Sénateur-Maire de Saint-Raphaël, a fait de l'année 87 l'année de tous les progrès pour sa ville.

Après l'arrivée du TGV et l'inauguration d'un golf avec Francis BOUYGUES, il termine actuellement un Palais des Congrès.

Six communes du Var : SAINT-MAXIME, CAVALAIRE, SAINT-MAXIMIN, BRIGNOLES, TRANS et TARADEAU signent ce week-end la Charte Welcome U.S. Navy, Charte d'amitié régie par la loi de 1901 ayant pour but de faire inviter les équipages de la 6^e Flotte Américaine dans ces communes et à passer une journée avec des familles françaises.

L'Amiral commandant la 6^e Flotte est ravi de cette initiative prise par un employé de la Caisse du Crédit Agricole de Dragnignan.

Plusieurs municipalités vont adhérer à cette Charte dans les mois à venir.

Renseignements : Gilbert TEYCHENE, tél. 94.68.80.46.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Au moment où l'on parle du grand Marché Européen de 92, je peux affirmer que le patriotisme français est bien vivant.

La preuve en est qu'il est impossible de trouver, avant le 14 juillet, un fabricant de drapeaux tricolores qui ne soit pas en rupture de stock.

Plus que jamais, à deux ans de la célébration du bi-centenaire de la

Révolution, le 14 juillet sera Jour de Fête. Du Président de la République au Maire de la plus petite commune de France, tous célébreront par une réception ou un vin d'honneur, après un défilé ou un dépôt de gerbes, cette date historique qui a fait de nous des citoyens fiers de la devise nationale « Liberté, Égalité, Fraternité ».

A cette Fête du 14 Juillet, associations au premier chef tous les Eus Locaux qui, 365 jours par an et bénévolement, administrent et gèrent les 36 508 communes de France.

Ces milliers de Maisons communales réparties sur l'hexagone et en Outre-Mer sont une des chances de notre démocratie et représentent le plus dense réseau communal du Monde.

Quelques chiffres pour rappeler que nous restons avant tout un pays rural qui a su, au cours des 20 dernières années, relever tous les défis technologiques modernes :

- 97 % des communes françaises ont moins de 10 000 habitants
- 95 % ont moins de 5 000 habitants et

une commune sur deux a moins de 350 habitants. Rien d'étonnant donc que 36 % des Maires soient des ruraux, contre 14 % de salariés du secteur privé et 11 % de chefs d'entreprises (voir notre enquête page 3). Tous sont animés par le désir de faire gagner leur ville ou leur village et faire gagner la France.

Associés à la Fête du 14 juillet, dans cet éditorial cocardier, l'Administration française, interlocuteur quotidien de l'Administration communale : Préfets, Sous-Préfets, Directeur des Services départementaux, sans oublier le Personnel communal.

Il n'existe pas de jour anniversaire pour célébrer la vie associative qui est aussi un des moteurs de la vie culturelle et sociale de la commune.

En France, aux yeux de ses concitoyens, le Maire est capable de tout faire et de tout résoudre. Toujours disponible, il est bien souvent le premier interlocuteur de nos joies et de nos peines mais, au Top 50 de la popularité, les pompiers arrivent largement en tête, qu'ils soient professionnels ou bénévoles, cela n'est que justice.

C'est en étant attentif à la vie de nos villes et de nos villages et au rôle que jouent tous les acteurs de nos communes que j'ai, en quelques années, peaufiné MAIRIE-EXPO qui sera cette année, plus que jamais, le véritable Salon de la vie des Communes de France.

Alain TRAMPOGLIERI



L'INVITÉ

PIERRE MERLI, SÉNATEUR-MAIRE D'ANTIBES

« Je gère Antibes en bon père de famille et en chef d'entreprise »

Pierre MERLI fait partie de ces hommes publics qui sont toujours accessibles, toujours disponibles et toujours volontaires.

A 67 ans c'est un Maire chaleureux, un réformateur qui réforme. Depuis son arrivée à la mairie d'Antibes en 1971, il a peaufiné le visage et le rivage d'une des plus belles villes de la Côte d'Azur, située entre les deux super-stars Cannes et Nice.

Antibes, c'est la joie de vivre comme l'a peint Picasso. C'est aussi un grand port de plaisance, la Foire aux Antiquaires et le Festival International de Jazz que Christian PELLERIN, P.D.G. de la SARI, parraine cette année.

Antibes c'est aussi une commune des quatre saisons, avec 75 000 habitants sédentaires.

Pierre MERLI, Maire passionné par la vie publique, répond aux questions de MAIRIES DE FRANCE.

COMMENT VOYEZ-VOUS VOTRE RÔLE DE MAIRE ?

Pour moi un Maire est essentiellement un gestionnaire et un bon père de famille, attentif à tous les besoins de la population, jeunes et moins jeunes.

Ma commune est la première entreprise de la ville. Elle emploie 1 300 agents pour 75 000 habitants sédentaires, allant jusqu'à 190 000 en haute saison.

COMMENT AFFRONTÉZ-VOUS LES PROBLÈMES SAISONNIERS ?

C'est vrai que le budget doit

prendre en charge les équipements lourds et prévoir les équipements pour la haute saison mais, pour mes concitoyens, la fiscalité doit être supportable. A Antibes, les impôts sont bas, le pouvoir d'emprunt important pour une ville qui bouge et qui vient de résoudre ses problèmes de liaison avec l'autoroute, d'assainissement, d'émissaires en mer et qui a un programme social ambitieux.

J'attache aussi une grande importance au sport à l'école. Les services sportifs municipaux comptent 150 agents.

QUELLE EST VOTRE POLITIQUE TOURISTIQUE ?

Je fais à Antibes des choses à notre mesure. C'est la ville qui, en 15 ans, a le plus « explosé » sur le plan de l'animation.

Le Musée Picasso est un élément majeur de notre politique, avec le port de plaisance qui attire les plus beaux bateaux du monde.

C'est aussi la ville de la joie de vivre. Notre Festival de Jazz est de renommée mondiale, avec des retombées importantes aux États-Unis, en Europe... et même en Israël.

Le plateau de ce festival coûte plusieurs millions de francs et je me réjouis d'avoir comme partenaire, dans le cadre du mécénat d'entreprise, la SARI qui préside Christian PELLERIN qui réalise actuellement, avec la SEERI, les résidences du Port Vauban sur le Port d'Antibes.



Pierre MERLI : « Une passion pour sa ville ».

JAZZ A JUAN - GROUPE SARI/SEERI

Le groupe SARI-SEERI et la ville d'ANTIBES-JUAN LES PINS sont partenaires de longue date : on se souvient de « ORSAY » avant « ORSAY » au musée Picasso voici deux ans.

Aujourd'hui, le groupe SARI-SEERI a choisi « JAZZ à JUAN », connu depuis 27 ans comme le plus authentique des festivals de jazz et filmé pour la télévision par Jean-Christophe AVERTY, pour prendre part à la vie de la cité et à son développement.

Bâtisseur, concepteur et aménageur, associé par vocation aux collectivités, acteur de la vie dans la ville, le groupe SARI-SEERI se désigne plus que tout autre pour contribuer à la vitalité culturelle antiboise. « JAZZ à JUAN » est une manifestation particulièrement brillante au sein d'une animation artistique locale de plus en plus féconde : le musée Picasso, le Fort Carré, l'été musical, les Melpoménés (théâtre), la Finale des « chiffres et des lettres », la soirée de la danse avec Patrick DUPONT, le festival pyromélodique, etc...

SARI et SEERI s'engagent à participer durant trois années consécutives, avec l'Office du Tourisme et le Sénateur-Maire Pierre MERLI, au soutien de l'étonnant voyage musical sur la pinède qu'est le FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ d'ANTIBES-JUAN LES PINS.

Christian PELLERIN

Président-Directeur Général du Groupe SARI-SEERI

سكنة الالوجين

MAIRIES DE FRANCE

TETES D'AFFICHE

A Rosny-sous-Bois... pas de bouchon !

ROSNY-SOUS-BOIS et son PC autoroutier de la Gendarmerie, tout le monde connaît !

Mais, qui est capable de situer correctement sur une carte de France, cette ville moyenne de 40 000 habitants de la banlieue Est de Paris. Certains parleront de ROSNY Ville-dortoir, comme il en existe beaucoup dans ce département de Seine-Saint-Denis.

Claude PERNES, Maire de ROSNY, Conseiller Général et Président Départemental de l'U.D.F., sait que sa ville a une notoriété, mais la notoriété à laquelle il voudrait que sa commune soit rattachée serait plutôt celle d'une commune dynamique et exemplaire. Depuis 1983 il s'y emploie avec des atouts non négligeables :

- une situation privilégiée, à 5 minutes de Paris (Porte de Bagnolet) par l'autoroute,
- un emplacement stratégique, à l'exact carrefour entre Roissy/Orly, depuis la construction d'un tout nouvel échangeur reliant l'A 1 à l'A 86,
- deux gares SNCF sur son territoire, le RER à proximité et un centre commercial d'intérêt régional ROSNY 2, et surtout de vastes terrains vagues : vestiges de l'exploitation de carrières de gypse, hier, et futures richesses de demain ; car le terrain est rare en Seine-Saint-Denis.

Claude PERNES est un Maire, avec des idées et le pragmatisme de cette nouvelle génération d'Elus, qui arrive directement du secteur privé. Il a su insuffler à sa ville le dynamisme indispensable pour lui permettre de bien figurer dans une compétition désormais impitoyable.

En 4 ans, la ville de ROSNY a déjà changé de visage : elle est passée du stade de « banlieue » au stade de communauté de vie. Pour Claude PERNES « Une ville doit s'enrichir, donc attirer des entreprises, source indispensable de fiscalité nouvelle et de création d'emplois ».

Il ajoute : « C'est un objectif heureusement partagé avec toutes les autres villes. Il faut donc se démarquer en se donnant les moyens de ses ambitions. La compétition est rude entre l'Est et l'Ouest de Paris, et généralement au désavantage de l'Est ».

« Il faut assurer aux habitants de ces banlieues plus qu'un cadre de vie, un mode de vie qui réponde aux aspirations et non plus seulement aux stricts besoins de la population existante ou attendue ».

Comment rendre ROSNY-SOUS-BOIS attractif pour les entreprises, quand on n'a pas le décor prestigieux de SOPHIA ANTIPOLIS ?

Comment penser à la haute technologie quand on n'a pas les richesses des montagnes entourant la ZIRST de MEYLAN ?

A cela Claude PERNES répond : « A ROSNY, c'est le Golf

qui jouera ce rôle de locomotive et de décor naturel à l'accueil des entreprises du 21^e siècle. »

« Toute une stratégie s'articule autour de ce golf. Il tient bien sûr son rôle essentiel d'équipement sportif et d'espace vert, en permettant à ce sport de continuer sa progression constante, et en donnant aux habitants un lieu de promenade apprécié. »

« Il est aussi un instrument de redressement de l'image de marque de la ville (et de la région, ce Golf fait l'objet d'un contrat régional). Il est enfin, et c'est là la marque de son originalité, la courroie qui entraîne les deux facteurs de la réussite du ROSNY de demain : une reprise de l'urbanisation et la création d'activités économiques (2 000 emplois en 3 ans) ».

« Un golf au pied des immeubles, à 5 minutes de Paris, bordé par une zone d'activités de qualité (hôtellerie, bureaux et activités de loisirs : Océade, tennis, équitation, etc.). Tout cela à la sortie du nouvel échangeur de ROSNY, point d'articulation entre le Nord et l'Est de Paris, voilà le ROSNY d'aujourd'hui, à vocation régionale ».

Claude PERNES ajoute : « Ce qui n'était au départ qu'un rêve devient aujourd'hui réalité : la première partie du golf est terminée, les permis de construire se signent et les premières entreprises s'installeront en 88 ».

A côté de ces grands projets (ROSNY réhabilite aussi son centre ville), Claude PERNES, en procédant par petites touches, a changé le climat... et les habitudes.

Gestionnaire de formation, (ancien élève de l'ICG) il ne laisse rien passer. Comme en entreprise, c'est le prix de revient qui commande.

La gestion des restaurants scolaires a été rationalisée. Les repas sont toujours préparés par le personnel communal, mais la GENERALE DE RESTAURATION a été choisie pour en améliorer la gestion. Résultat : une économie très importante facilement réalisée.

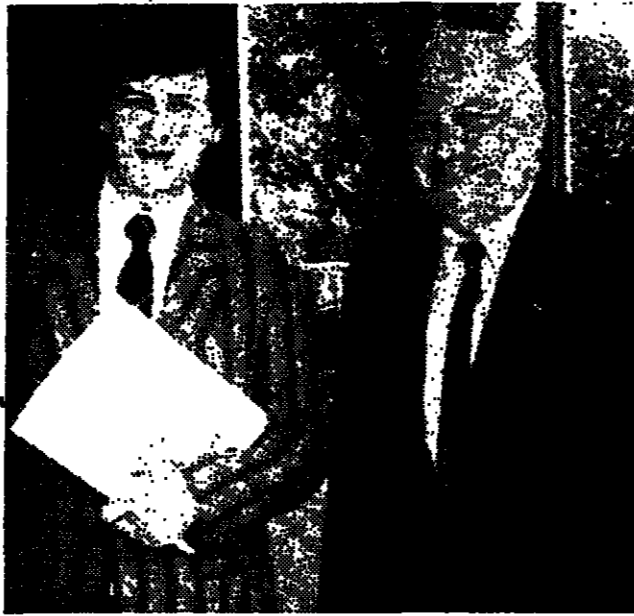
Autre domaine de préférence du Maire de ROSNY, homme de marketing avant tout : la communication.

Claude PERNES vient d'être élu cette semaine à la Présidence de « SEINE-SAINT-DENIS CABLE » qui regroupe onze communes du département, avec la Compagnie Générale des Eaux comme opérateur.

Son bulletin, « ROSNY MAGAZINE », fait maintenant « autorité » dans la commune et sert de référence en matière de communication municipale.

La vidéo a fait aussi une entrée fracassante dans la ville, depuis plusieurs années, par le biais d'une cassette trimes-trielle entièrement réalisée par le personnel communal : « ROSNY VIDEO MAGAZINE ».

A ROSNY, les événements s'accroissent et... comme promis, Claude PERNES a réussi à baisser chaque année la pression fiscale dans sa ville ; ce n'est pas la performance dont il est le moins fier.



Claude PERNES, Maire de Rosny-sous-Bois, aux côtés de Robert PANDRAUD, Ministre délégué à la Sécurité publique, toujours très attentif à tous les dossiers de la Seine-Saint-Denis.

FÊTES ET CÉRÉMONIES



Le buste original de MARIANNE à l'effigie de Brigitte BARDOT, sculpté par ASLAN en 1970, restera en France. Convoité par des Japonais, lors de la vente aux enchères au profit de la Fondation pour les Animaux, Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire général de MAIRIE-EXPO mais aussi Conseiller municipal de Saint-Tropez, a enlevé l'enchère sous l'autorité de Maître Jacques TAJAN, Commissaire-Priseur, à la plus grande joie de Brigitte BARDOT. Ce buste sera exposé tout l'été chez SENEQUIER à Saint-Tropez avant de poursuivre, au cours d'une exposition, un tour de France qui s'achèvera à MAIRIE-EXPO à Toulouse le 18 octobre prochain.



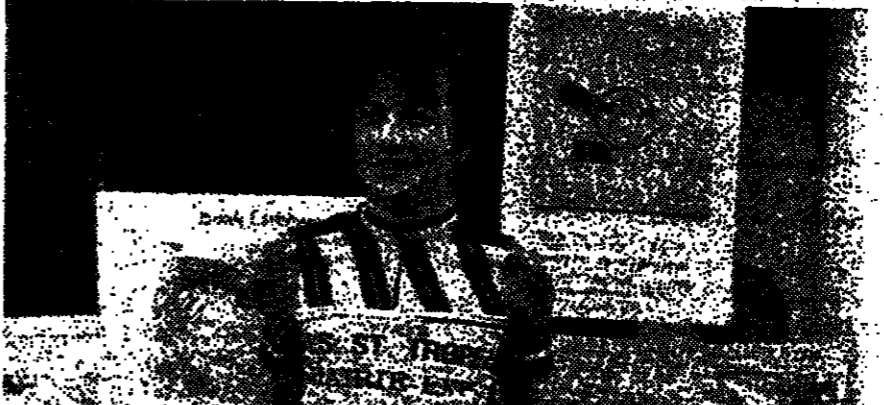
A l'occasion du 10^e anniversaire du Puy-du-Fou, M. André COUTAND, Maire des Epesses et « MARIANNE D'OR 85 », s'est fait un plaisir d'accueillir Philippe TESSON, Directeur du Quotidien de Paris et Fondateur du Quotidien du Maire, ici aux côtés d'Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire général de MAIRIE-EXPO et Editeur de MAIRIES DE FRANCE, et d'Alain CHASTAGNOL, Député-Maire de SOULLAC.



Le buste original de Brigitte BARDOT a commencé un véritable tour de France des Mairies. Sa première sortie a été pour Poilly-sur-Loire à l'occasion du cinquantième de l'homologation de l'Appellation d'Origine Contrôlée. Elle fut accueillie par M. Pierre LEMEUTHE, Maire de Poilly-sur-Loire et « MARIANNE D'OR 86 », ici en compagnie d'Hervé de CHARENTTE, Ministre délégué chargé de la Fonction publique et du Plan et du sculpteur CESAR, membre du Jury des « MARIANNE D'OR ».



Sophia LOREN sera-t-elle cette année le modèle de « MARIANNE », européenne ? Il en est fortement question. Lors d'un grand dîner chez MAMXIM'S plusieurs amis de l'actrice, dont Simone VIEL et Mireille MATHIEU, ont évoqué ce projet. Sophia LOREN est restée en Italie avec une « MARIANNE » qui lui a été offerte par Alain TRAMPOGLIERI au cours de la soirée.



La Section cyclisme de l'UNION SPORTIVE TROPEZIENNE que parraine MAIRIE-EXPO, collectionne depuis le début de la saison les places d'honneur. Un des espoirs de ce club présidé par Alain JOBIC est ce collégien de 13 ans, David JUDICQ, qui vient de finir 5^e du Tour du Var 1987. Une équipe MAIRIE-EXPO devrait prendre le départ du prochain Tour de France 1988.

MARC-N. VIGIER

LA MAIRIE S'ABONNE AU MONITEUR

Entre les Collectivités Locales, Elus et Fonctionnaires, et les Publications du Moniteur, il existe depuis longtemps un véritable contrat de confiance.

A travers plusieurs de ses titres - au premier rang desquels « Le Moniteur » - cet important Groupe de Presse a pris la première place dans le secteur de la communication professionnelle, et en particulier des Collectivités Locales. Cette volonté d'être l'outil des décideurs dans ce secteur est due à Marc-N. VIGIER, P.D.G. des Publications du Moniteur. Cet homme de presse a un atout maître : il connaît bien les industriels et chefs d'entreprise, mais aussi les hommes politiques et les décideurs locaux.

Pendant plusieurs décennies, les Communes et les Départements ont fonctionné presque exclusivement comme des relais de l'Administration Centrale, aux côtés des Services Extérieurs de l'Etat. Déjà, « Le Moniteur » était présent : outil de travail, de documentation et de référence, non seulement pour les professionnels du bâtiment et des travaux publics mais pour tous les intervenants techniques du cadre de vie, notamment dans les villes.

Quand a commencé, il y a une douzaine d'années, le mouvement de décentralisation des compétences et le renforcement des responsabilités des Elus Locaux, le Groupe s'est adapté au nouveau paysage territorial. D'abord, en accordant dans « Le Moniteur » une place importante à l'actualité des régions, à l'urbanisation, à l'équipement des villes. Puis en inté-

grant un bi-mensuel - La Gazette des Communes - dont la spécificité est largement reconnue dans les Collectivités Locales.

Après la mise en œuvre des réformes de 1982, l'intérêt s'est porté sur les nouvelles méthodes de travail, les initiatives prises par les Elus dans tous les domaines : technique, financier, social, culturel et sur l'introduction des technologies nouvelles. Cette



Marc-N. VIGIER aux côtés de Pierre MEHAIGNERIE, Ministre de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports, mais aussi Maire de Vitry.

diversification s'est poursuivie en se rapprochant des réalités locales. Les journées « Informatique et Collectivités Locales » qui se déroulent chaque année sont prolongées par une lettre bi-mensuelle et une publication hebdomadaire « La Lettre des Elus Locaux » qui est spécialement destinée aux décideurs politiques.

La dernière née, dans ce domaine, est la lettre « Cité-Com » axée sur les problèmes de communication que les Collectivités ne peuvent plus ignorer. Le département éditions, de son côté, publie régulièrement des ouvrages spécialisés. Aujourd'hui, les responsables locaux recherchent avant tout l'efficacité : l'information utile, service qui porte en soi une solution, une ouverture sur un savoir-faire innovant. La priorité est donnée à la modernisation de la gestion ; la référence à l'entreprise est de plus en plus fréquente. L'Elu manager communique, rencontre d'autres Elus, fréquente les colloques et les expositions, attentif au service plus économique, à l'équipement plus performant.

C'est pourquoi les Publications du Moniteur, par la volonté de Marc-N. VIGIER, continuent à mener une stratégie multimédia qui va se concrétiser dans les prochains jours par une participation à la Fondation de la Communication Locale.

L'évolution du lectorat, son professionnalisme de plus en plus affirmé, le niveau de responsabilité auquel il est parvenu conduisent les Publications du Moniteur à un seul objectif pour l'ensemble de leurs activités : miser sur la qualité.

MAIRIES DE FRANCE
Rédaction, réalisation : Christian HOYOS
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE
Place Beauvau - 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS
Tél. (1) 42.66.26.16
Prochaine parution : 28 août 1987

SAVOIRS
STUD CHEVRY

Politique

Le comité directeur du PS

MM. Rocard et Jospin obéissent à des logiques divergentes

Le Parti socialiste réunit son comité directeur le samedi 4 juillet à Paris. Au menu de cette réunion du « parlement » du PS : l'examen d'une situation politique qui lui apparaît plutôt favorable ; le point sur les travaux de la commission qui prépare les propositions socialistes.

On en est encore, dans cette commission, aux exposés qui défrichent les problèmes. C'est sur les questions économiques que les choix apparaissent les plus lourds et les plus difficiles.

Judi 2 juillet : le groupe socialiste de l'Assemblée nationale offre une réception de fin de session parlementaire aux journalistes. De groupe en groupe, au milieu du tintement des verres, un sujet domine : Rocard. Un chiffre circule : 5% pour les plus sévères, 5% à 10% pour les plus généreux. C'est le score que prêtent au député des Yvelines les socialistes des autres courants du PS, si l'ancien ministre, en 1988, se présentait contre M. Mitterrand.

Reputé faire pression sur M. Mitterrand pour l'amener à ne pas être candidat, M. Rocard cherche en fait, plus simplement, à se préparer pour le cas où... La mise en œuvre de cette double logique se traduit par la multiplication de signes de détermination et d'indépendance qui finissent par agacer M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, pourtant disposé à laisser au maire de Conflans-Sainte-Honorine une certaine marge de manœuvre. Soucieux, toutefois, de ne pas faire à la droite le cadeau de divisions internes, M. Jospin s'abstient de manifester publiquement

Pour la première fois depuis les débats de 1982-1984, le dogme du « franc fort », jusque-là tabou, est remis en cause dans plusieurs courants du PS, même si les amis de M. Jean-Pierre Chevènement sont les seuls, aujourd'hui, à poser le problème d'une éventuelle sortie du SME.

Mais, au seuil du dernier été avant l'élection présidentielle, c'est toujours le cas Rocard qui nourrit supputations et commentaires. savoir si le fait de dire tous les matins en se levant « je suis candidat » crédibilise ou décrédibilise la candidature Rocard.

Dans les autres courants, le débat est tranché : il s'agit d'une nouvelle erreur de M. Rocard. Il est vrai qu'en irritant les socialistes non rocardiens, M. Rocard fait le jeu de M. Jean-Pierre Chevènement et Laurent Fabius. Alors qu'il était sorti du congrès de Lille pratiquement introuvable « vice-candidat », M. Rocard est en train de détruire cet avantage. Il fournit à ses deux challengers éventuels à la fois des raisons de se présenter contre lui à l'intérieur du PS - s'opposer à une « dérive » du parti - et des partisans plus nombreux, tous les socialistes qui désapprouvent le comportement de M. Rocard.

Un meilleur écho à l'Elysée

Du côté de l'ancien ministre de l'Agriculture, on observe que les contacts que M. Rocard continue d'entretenir avec l'Elysée renvoient un écho moins critique que celui qui vient du PS. Surtout, on conteste le postulat communément admis par tous les autres socialistes - de la quasi-certitude d'une nouvelle candidature de M. Mitterrand.

BIBLIOGRAPHIE

« Les Français sont formidables », de Jean-François Kahn « La Drôle d'Année », de Serge July

L'air du temps

Deux « stars » qui se vivent comme telles : deux patrons de presse, qui incarnent la réussite et la capacité d'innovation d'une génération ; deux auteurs qui ont le plaisir de consulter avant la trêve estivale, comme pour jeter un dernier regard sur cette expérience inédite qu'est la cohabitation, « drôle d'année » selon l'un, signe que, décidément, « les Français sont formidables », pour l'autre ; moment-clé de la vie natio-

nale pour deux hommes qui ont plus d'un point commun, même si un premier paradoxe les sépare et incite, a priori, à la prudence. En effet, l'un - Jean-François Kahn - est plus éloquent que l'autre ; l'autre - Serge July - écrit mieux que l'un. Or la seconde partie du livre de Jean-François Kahn n'est jamais que le recueil de ses chroniques... écrites de l'« Evénement » du

Judi ; tandis que l'essentiel de l'ouvrage de Serge July rassemble ses chroniques... parlées d'Europe ! Qu'à cela ne tienne : ils s'y réjouissent tels qu'en eux-mêmes, ou plutôt tels qu'ils sont devenus.

Le patron de l'« Evénement », constamment marqué par l'histoire, est souvent plus brillant ; celui de « Libération », plus original, s'imprègne de sociologie.

Ainsi Jean-François Kahn livre-t-il, dans son ouvrage, avant d'autres, sa vision du déclin de la pensée, qu'il nomme « bénes ». « Nous sommes dans le trou, écrit-il ; ne nous donne-t-on pas à chotis, ici et maintenant, entre une idéologie qui s'est affirmée en 1848 et une autre qui a explosé en 1830 ? » C'est pourtant dans cette « médiocratie ambiante » dénoncée par Jean-François Kahn qu'émerge, selon Serge July, « l'homo cohabitus », qui est « l'un des maillons essentiels de notre histoire démocratique moderne : la cohabitation, ou la gestation confuse et comme arcaïque d'une vraie mutation de la société politique ».

Mais l'un et l'autre, pourtant, se rejoignent dans le même ressenti. Venu tous deux de l'extrême-gauche, ils se veulent aujourd'hui au centre du débat, sinon centristes. Le centrisme de Jean-François Kahn est, d'abord, politique, et prend un tour obsessionnel (je continue, écrit-il, à « méditer imperturbablement mon petit discours dépolémisé à usage domestique ») ; on ne saurait mieux dire. Celui de Serge July est d'ordre culturel, et lui a permis - un temps - d'être à la mode, c'est-à-dire en avance.

PROPOS ET DEBATS

M. Peyrefitte :

Inélectable ?

Dans son éditorial du Figaro, publié le 3 juillet, M. Alain Peyrefitte évoque l'élection présidentielle à la lumière des derniers sondages accordés à M. Mitterrand une confortable avance. Il écrit : « L'inélectabilité de la réélection de François Mitterrand pénètre dans l'opinion comme une pluie fine. A droite, cette conviction ne compte pas pour peu dans la « sinistrose » croissante. A gauche, elle réveille les ardeurs. De fait, François Mitterrand parcourt les provinces comme un candidat bonhomme, qui nui ne songe à critiquer. (...) Cette euphorie unanimiste se maintiendra-t-elle jusqu'au bout ? Dès l'instant où il ferait acte de candidature, cette légèreté lui échapperait. (...) Non, à dix mois de l'élection, rien n'est inéluctable. Les Français n'ont pas changé d'avis sur le socialisme, qu'ils continuent de rejeter avec autant de vigueur. »

M. Baudouin :

Jusqu'au bout

M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Jacques Chirac a commenté au cours de son point de presse la suggestion de M. Roland Dumas d'une élection présidentielle anticipée en disant : « Pour le premier ministre les choses doivent aller normalement jusqu'au bout. Toutefois le président peut seul prendre l'initiative de décider de démissionner. S'il démissionne il quitte l'Elysée, ce qui sup-

pose un interim du président du Sénat. Ce n'est pas forcément gênant pour M. Mitterrand, mais à partir du moment où il y a démission, il se met dans le cas de rompre la cohabitation, et il devient celui qui cesse le jeu. » M. Baudouin a ajouté : « On voit bien ce que veut M. Dumas : c'est un divorce à l'amiable, par consentement mutuel. » A propos des déclarations de M. Jack Lang à « l'heure de vérité », M. Baudouin a estimé : « M. Lang nous présente un président aseptisé, pasteurisé. Cela peut être une tactique. Je pense que dans la vie politique les rapports peuvent être parfaitement courtois, mais la démocratie, c'est la confrontation des idées et des systèmes. »

M. Le Pen :

Défense européenne

Le Front national « prendra » des voix à M. Mitterrand, parce qu'une « grande partie de nos votes viennent des partis de gauche, le PS et le PCF », a déclaré, jeudi 2 juillet, M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national, qui participait à une réunion du groupe des droites du Parlement européen, a affirmé également que « les quatorze députés européens participant à cette réunion sont convenus que l'Europe devait se doter d'une défense renforcée dans le cadre de l'OTAN et devrait augmenter les budgets concernant la défense ». « Avec la possible sortie progressive des Etats-Unis, il faut que l'Europe assume sa propre défense ».

EXCEPTIONNEL JUSQU'AU 31 JUILLET

LES NOUVELLES RENAULT 88

A des conditions exceptionnelles.

MODELES 88 AUX PRIX 87

FINANCEMENTS "GRANDES VACANCES"

PARTEZ, 1er PRELEVEMENT DANS 3 MOIS.

Crédit "grandes vacances". Crédit sur toute la gamme VP-VU. Exemple : mensualité approximative 10 000 F sur 48 mois - 48 paiements de 212 221 F (dont 20 F de prestations facultatives) - TEG : 15,50 % - Coût total : 14 592,12 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par DIAC S.A. RC Paris B 542062435.

Bois avec option d'achat "grandes vacances". Sur toute la gamme VP. Renault Bois vous propose également un bois avec option d'achat. Renault Bois, S.A. au capital de 150 000 000 F - 51-53 Champs-Élysées, 75008 Paris. RCB Paris B 702062271.

RENAULT et GIEF

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT



crise est finie ?

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : La Clémence de Titus.
COMÉDIE-FRANÇAISE, Théâtre de la Porte-Saint-Martin (40-15-06-15), 20 h 30 : Monsieur de Sade...

Les cafés-théâtres

AU REC BÉN (42-96-29-35) (L.), 20 h 30 : Devez-vous, je l'ai rencontré...
BLANCS-MANTEAUX (48-57-15-84) (D), 12 h 15 + 20 h 30 : Les Femmes d'Alger...

Les autres salles

ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Le Malade Imaginaire.
BOURVILLE (43-73-47-84), 20 h 30 : Lady Hamilton...
CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34), 21 h : Susan Langhain, la diva du ténor...

Le music-hall

LA BEUYÈRE (48-74-88-21) 21 h : Marc Jolivet.
LUCERNAIRE (45-44-57-34) 18 h 30 : Prof. Torgno...

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (47-57-05-35), 20 h 30 : Rythmes et rêves.
THÉÂTRE MAURICE BAVEL (43-43-19-01) à 21 h : L'Inconnu...

Comédies musicales

AUBER (salle des Rices) à 15 h : Arènes Baby Show.
PALAIS DES GLACES (46-06-49-93) 19 h : Piana Piana...

Les concerts

VENDEMIER 3, Espace Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : voir le programme.
Mansé de Chmy, 17 h 30 : Camerata de Paris...

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-03), 21 h : D. Doris Senez.
EXCALIBUR (48-04-74-92), 23 h : Tremplin.
GIBUS (47-00-78-88), 23 h : La Fleurette...

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h) sous dimanches et jours fériés

Vendredi 3 juillet cinéma

Les films sélectionnés (*) sont indiqués en italique de trois ans (***) avec un maximum de dix ans.
La Cinémaïthèque
CHAILLOT (47-04-24-24) VENDREDI 3 JUILLET
16 h, Mandrin, de H. Foucault : Épisode 5...

Les exclusivités

ADRIUX LES ANGES (Box, v.o.), Forum-Orient-Express, 1^{er} (42-33-42-25) ; George V, 9^e (45-42-41-46) ; v.f. : St-Lazare Pasquier, 8^e (43-87-25-43) ; François, 9^e (47-70-33-88) ; Maxville, 9^e (47-70-72-86) ; Favette, 13^e (43-31-26-86) ; Montparnasse-Patbé, 14^e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15^e (45-79-35-00) ; Patbé-Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19^e (42-06-79-79)...

LA PETITE BOUTIQUE DES HORREURS (A, v.o.), Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (43-97-53-74) ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-84) ; UGC Odéon, 6^e (42-35-10-30) ; UGC Normandie, 6^e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9^e (47-42-56-31)...

PARIS EN VISITES

SAMEDI 4 JUILLET
• Renouer et ses amis au musée d'Orsay, 10 heures, 1 rue de Bellechasse (ARLUS).
• Le musée d'Orsay, 10 heures, devant le rhinocéros (ACADEMIA).
• Dernières demeures oubliées de personnages inoubliables au cimetière-musée des Batignolles, 10 h 30, devant l'entrée du cimetière (V. de Langlade)...

LE MONDE diplomatique Juillet 1987
DROITS DE L'HOMME ET DÉMAGOGIE par CLAUDE JULIEN
La solidarité humanitaire à l'égard de l'Éthiopie est fortement contestée. L'aide alimentaire fournie par les pays occidentaux serait détournée à son profit par le pouvoir prospectiviste en place pour soutenir son effort de guerre.
ETHIOPIE LA FAMINE, L'AIDE ET LA POLEMIQUE
Déplacements de population, « villagisation » forcée : les mesures adoptées par le gouvernement d'Addis-Abeba pour combattre la famine ont suscité force polémiques.

LES FILMS NOUVEAUX
MON CHER PETIT VILLAGE (42-71-52-36) : UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; Biarritz, 9^e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-84) ; UGC Boulevard, 9^e (45-74-94-84) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Mistral, 14^e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-84) ; Images, 18^e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19^e (42-06-79-79)...

Le Monde sur minitel CINEMA
Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires. 3615 TAPÉZ LEMONDE

سكنا من الاصل

Au terme d'une polémique locale

La zone d'entreprises Var-Côte d'Azur va être officiellement créée

NICE de notre correspondant régional

Après la mise en place... 15 février, de celles de Dunkerque et de La Ciotat...

Provence (202 hectares) sur les communes de La Ciotat, Antibes et Gemenos...

Dans une lettre au préfet, le maire (PR) de La Seyne, M. Charles Scaglia...

En fait, le maire de La Seyne a estimé que sa commune ne pouvait pas se reconstruire...

Créée en octobre 1986 et présidée par M. Nollet...

Industries de pointe

L'éventail des entreprises qui veulent s'installer est très large...

Les deux seules exceptions: SIAB-Olivetti qui va créer trois cents emplois à Cassis...

de conversion de La Seyne-La Ciotat.

Provence-Industrialisation a également entamé une campagne de prospection à l'étranger...

La municipalité de La Seyne est toutefois la seule à s'être engagée dans une politique de construction d'ateliers-chais...

Le principal handicap du Var - avec le problème des communications - était la pénurie de terrains industriels...

La fermeture des chantiers Dubigeon

Depuis les galères romaines...

NANTES de notre correspondant

Il faudrait le talent de Jacques Darty, le cinéaste de Lola et d'Une chambre en ville pour dire cette déchirure...

Dubigeon est le premier des cinq grands chantiers navals français à fermer ses portes...

Au cours d'une consultation organisée par la CFDT et la CGT, le millier de travailleurs présents à l'époque se rendait à l'évidence...

C'est ainsi que de restructuration en plan social, des forces supérieures sont venues à bout de la résistance des ouvriers...

YVES ROCHCONGAR.

Musée et marinas

Que deviendront les friches industrielles laissées par les chantiers navals? Les installations de la Normed, à La Seyne...

Le site des chantiers de La Ciotat, lui, a des caractéristiques tout à fait différentes...

Le gouvernement aura, quoi qu'il en soit, son mot à dire pour ce qui concerne au moins la partie des terrains incluse dans le domaine public maritime...

prises des deux départements. Sur ce nombre, 1 250 auront été créés dès la fin 1987, espère-t-on.

Dénommée Var-Côte d'Azur, la dernière zone d'entreprises s'étendra sur 205 hectares et comprendra quatre sites intégrant six communes...

de commerce et d'industrie (CCI) et du délégué à l'emploi et à l'industrialisation...

Ce conflit, préjudiciable à l'image du département, n'a pas empêché cependant le démarrage d'opérations de conversion comme en témoignent les résultats enregistrés par la société Provence-Industrialisation.

M. Jospin et l'économie sociale Douce querelle de famille

« M. Jospin, dites-nous ce que vous pensez vraiment de l'économie sociale. » Le Centre des études sociales (C.E.S.), créé en novembre 1985 pour ceux qui veulent conjuguer « projet social et efficacité économique »...

favorise la pénétration du privé. La suppression des systèmes FONJEP (1) ou la ramène en cause des délégations et des mises à la disposition des associations de postes de fonctionnaire...

Côté archaïsme, la question était un peu simplifiée. Le C.E.S. aurait aimé s'entendre répondre que, heurtalement, le C.E.S. fut plus fin. Côté modernité, il fut plus précis: « Historiquement, l'économie sociale a un avenir. On assiste à une certaine forme de rejet de l'Etat. Mais l'individu ne peut prendre seul en charge la culture, les loisirs, la protection sociale... »

Auparavant, M. Jospin n'avait pas nié « qu'entre le socialisme en France et les valeurs qui véhiculent l'économie sociale, il y a une parenté ». Cet aveu sans surprise justifiait alors les critiques des questionneurs, souvent membres ou proches du PS...

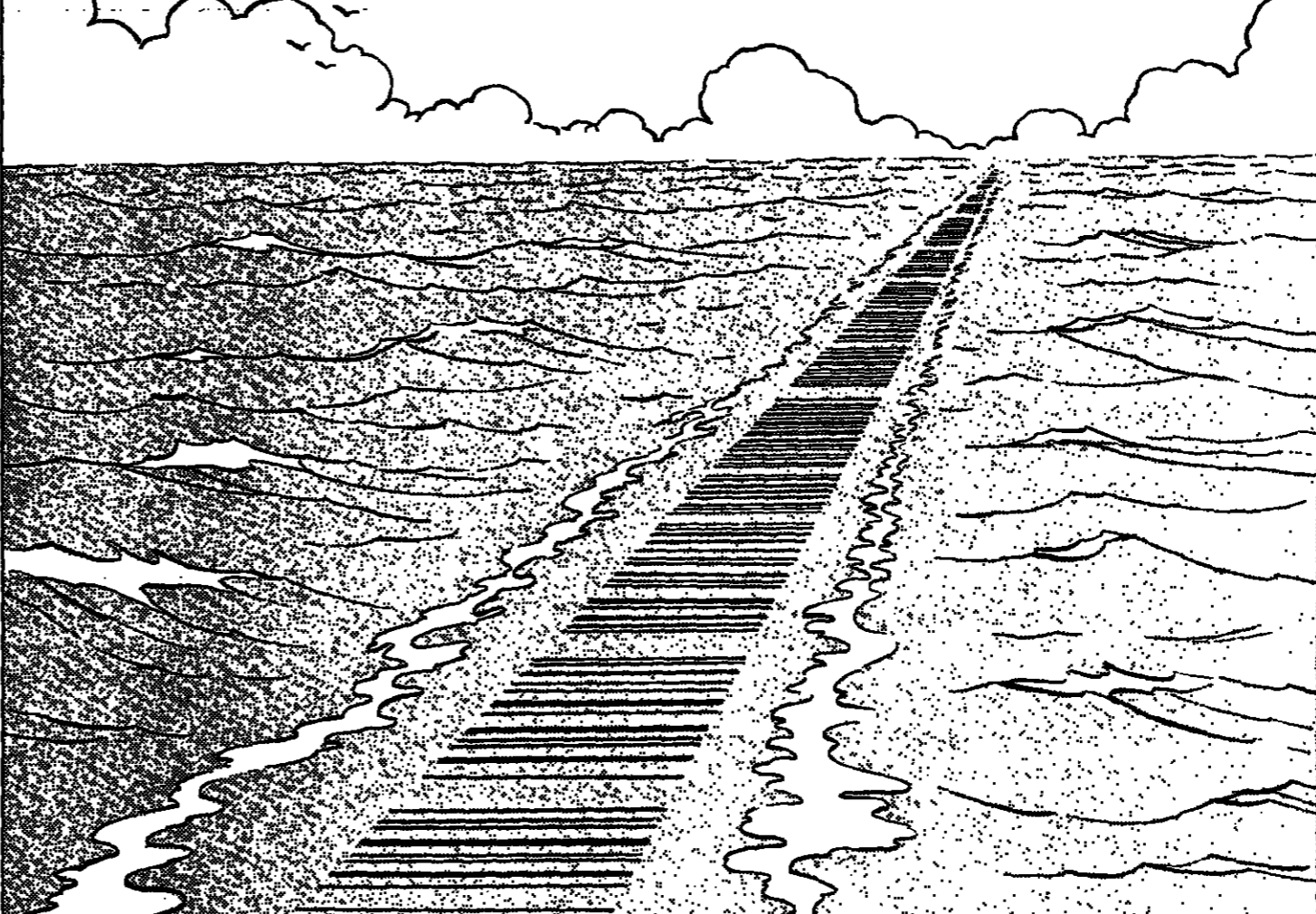
Mais le premier secrétaire situe la prise de conscience à 1977-1978 et ajoute que, certes, Michel Rocard et que ses autres étaient et un peu plus avancés. Comme on semblait constater l'ampleur de l'action gouvernementale sur ce point entre 1981 et 1986, le premier secrétaire s'en sortit en évoquant les difficultés d'être des syndicalistes...

La logique marchande, à l'opposé du mutualisme, risque d'ailleurs d'être renforcée dans l'Europe de 1992, celle précisément du marché libre...

Prochain invité du C.E.S.: M. Séguin.

(1) FONJEP : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.

SUIVEZ VOS COLIS A LA TRACE.



SUIVEZ L'INFOUIVEUR

Aujourd'hui, avec ce nouveau système, le SERNAM vous donne les moyens de suivre vos colis express à la trace. Un code à barres pour les identifier, un système de suivi informatique des plus performants, et vous contrôlez chaque étape de leur acheminement d'un simple coup de téléphone à votre agence ou centre SERNAM.



8714501534 SERNAM

SERNAM C'EST POSSIBLE

se
Français pour le service
du Monde

Handwritten Arabic text: صكتنا من الاموال

Marchés financiers

Le Monde • Samedi 4 juillet 1987 31

BOURSE DE PARIS

3 JUILLET

Main table of stock market data for Paris, including columns for Valeurs, Cours, and various market indices.

Comptant (sélection)

Second marché (sélection)

Table of selected stock prices under 'Comptant' and 'Second marché' sections.

SICAV (sélection)

2/7

Table of SICAV (mutual funds) data, including columns for Valeurs, Emission, and Rachet.

Table of exchange rates and market indices, including 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or'.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

Le Monde

Table of contents with categories: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Includes sub-sections like SPORTS and a list of articles with their respective page numbers.

Hachette prend le contrôle du groupe Le Provençal

Les conseils d'administration des quotidiens Le Provençal et Var-Matin-République ont agréé comme prévu, le jeudi 2 juillet, à Marseille, une prise de participation majoritaire du groupe Hachette dans le capital des deux sociétés. Quatre actionnaires du groupe Le Provençal ont, en définitive, cédé leurs actions. Il s'agit de M^{me} Edmonde

Charles-Roux-Defferre - veuve de Gaston Defferre - et de la famille Cordesse, qui détenaient, jusqu'ici, la majorité relative, ainsi que MM. André Poitevin et Christian de Barbaris-Paquet, respectivement PDG du Provençal et de Var-Matin. Selon un accord conclu, d'autre part, avec les cessionnaires, Hachette a pris le double engagement « d'assurer la

présenté et le développement du groupe Le Provençal et de maintenir sa ligne politique afin de perpétuer l'œuvre de Gaston Defferre ». Ces décisions ont été bien accueillies par le comité d'entreprise et la rédaction du Provençal, dont les représentants ont été reçus aussitôt par le PDG d'Hachette, M. Jean-Luc Lagardère. Le comité d'entreprise et la rédaction du Provençal ont bien accueilli l'arrivée d'Hachette. « Nous basculons aujourd'hui dans une autre galaxie, a notamment déclaré le rédacteur en chef du quotidien marseillais, M. Jean-René Lapierre, mais il faut savoir tourner une page d'histoire. La rédaction y est prête. »

Sur le vif

Téléphonite

Je suis veuf, vous pouvez pas savoir ! Hi-hi-hi. J'ai sous les yeux un rapport sur les journalistes et le téléphone. Vous ne devinez jamais combien de coups de fil ils reçoivent et ils donnent en moyenne, ces salsabats-là. Soixante-trois. Et encore, c'est une moyenne. Il y a des mecs qu'on appelle plus de cent fois. Par jour ! Vous vous rendez compte ? Ils passent entre deux et six heures à se bioglypher, c'est dingue, non ?

Vous me direz : avec toi, ça doit être facile. Si t'appelles personne, on doit pouvoir t'appeler souvent. Oui, en effet. Ben, pourtant, non, jamais. Le plus dégoûté c'est quand les gens - mes enfants en particulier - me balancent : Ecoute, faut pas t'étonner si tes sms nouvelles de nous depuis trois semaines. On s'essaye de te joindre, impossible. C'est toujours occupé. Et je reste là, pétrifié, sans oser dire que c'est pas vrai, de peur d'avoir l'air d'une lâche-pour-compte.

Tiens, j'y pense, cette enquête, ils l'ont réalisée par téléphone auprès de cent journalistes. J'en suis pas. Dommage. Ça m'en aurait fait au moins un, de coup de fil !

CLAUDE SARRAUTE

En 1988, le journal sera, a-t-elle dit, « entièrement derrière François Mitterrand ou le candidat désigné par le PS », et elle a rappelé que le sous-titre du Provençal était toujours « journal de patriotes socialistes et républicains ».

Dans le rapportage sur l'Éthiopie, Claire Brisset décrit les effroyables difficultés d'une population aux prises avec deux types de difficultés : sécheresse et famine, mais aussi migrations vers le Sud plus fertile et villageois. Elle montre l'action des institutions internationales et des organisations humanitaires. Dans son éditorial, Claude Julien tente de comprendre les motivations de ceux qui ont choisi de ne pas aider certaines victimes et de les abandonner à leur triste sort.

Le directeur du Centre hospitalier spécialisé (CHS) du Rouvray à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), M. Henri Délu, a été suspendu de ses fonctions par décision du directeur des hôpitaux, M. Desfontaines, le jeudi 2 juillet. Cette mesure fait suite à une enquête menée localement par différentes directions départementales et à un rapport de soixante-quatre pages de l'inspection générale des affaires sanitaires et sociales (IGAS), dont les deux auteurs font état de « constatations de nature à s'interroger sur l'orthodoxie de la gestion du centre hospitalier ».

Pour des irrégularités de gestion

Le directeur de l'hôpital psychiatrique de Sotteville-lès-Rouen est suspendu de ses fonctions

Le directeur du Centre hospitalier spécialisé (CHS) du Rouvray à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), M. Henri Délu, a été suspendu de ses fonctions par décision du directeur des hôpitaux, M. Desfontaines, le jeudi 2 juillet. Cette mesure fait suite à une enquête menée localement par différentes directions départementales et à un rapport de soixante-quatre pages de l'inspection générale des affaires sanitaires et sociales (IGAS), dont les deux auteurs font état de « constatations de nature à s'interroger sur l'orthodoxie de la gestion du centre hospitalier ».

Dans « le Monde diplomatique » de juillet

Choisir les victimes

Dans un rapportage sur l'Éthiopie, Claire Brisset décrit les effroyables difficultés d'une population aux prises avec deux types de difficultés : sécheresse et famine, mais aussi migrations vers le Sud plus fertile et villageois. Elle montre l'action des institutions internationales et des organisations humanitaires. Dans son éditorial, Claude Julien tente de comprendre les motivations de ceux qui ont choisi de ne pas aider certaines victimes et de les abandonner à leur triste sort.

EN BREF

● Raid israélien dans la Bekaa, au Liban. - L'avion israélien a bombardé vendredi 3 juillet une permanence du Parti social national syrien (PSNS) dans la plaine libanaise de la Bekaa, rapportent les correspondants, qui font état de victimes. Six chasseurs-bombardiers ont participé à ce raid, qui a duré dix minutes et a visé la permanence d'Asmaki à 55 km au sud-est de Beyrouth dans la Bekaa-Ouest. La 1^{re} brigade de l'armée libanaise, assistée d'éléments des services de renseignements syriens, contrôle ce secteur. (AFP)

● Pas de grève sur les carrières SNCF. - Les capitaines et officiers de l'armement naval SNCF ont décidé d'annuler la grève limitée prévue à partir du dimanche 5 juillet après avoir reçu des assurances de la direction quant à la carrière d'un commandant menacé de rétrogradation. Les syndicats CGT et CFTD demandaient la titularisation de ce commandant, ce que la direction avait refusé dans un premier temps. Les syndicats estimaient que ce refus de la direction était motivé par « les activités syndicales » du commandant, délégué de la CFTD.

Le Monde RADIO TELEVISION COMMUNICATION

En Une Demi-Heure Chez Vous vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer par « LAYRAC à domicile » en téléphonant à 46.34.21.40

Le numéro du « Monde » daté 3 juillet 1987 a été tiré à 461 417 exemplaires

Pantalons flanelle (DOUBLÉS) 149 F, ou 149 F

L'ATELIER solides d'été QUALITÉS IRREPROCHABLES PRIX EXCEPTIONNELS

LA MODE EN JOLDES! RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Les meilleures marques TRECA EPEDA SIMMONS PIRELLI Les meilleurs prix

62 rue St André-des-Arts 6^e Tel: 43.29.44.10

Les meilleures marques TRECA EPEDA SIMMONS PIRELLI Les meilleurs prix

37, Avenue de la République 75011 PARIS. Tél. 43.57.48.35 Métro: PARMENTIER

ESAM 1^{re} école française habilitée à préparer un diplôme européen délivré dans 10 pays depuis 25 ans.

ESAM : une formation efficace 30 mois (20 en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprises) conçus avec les entreprises et les meilleures écoles européennes, centrés sur l'entraînement des informations de gestion assisté par ordinateur, langues appliquées aux affaires, techniques de communication.

BOC présenté, souhaite recevoir une documentation.